

17 (1953) No. 1

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1953 No. 74

A. TITEL

*Vierde Aanvullend Protocol tot wijziging van het Verdrag
inzake oprichting ener Europese Betalings Unie;
Parijs, 30 Juni 1953*

B. TEKST**Protocole additionnel No. 4 portant amendement à l'Accord sur
l'Etablissement d'une Union Européenne de Paiements
du 19 septembre 1950**

Les Gouvernements de la République Fédérale d'Allemagne, de la République d'Autriche, du Royaume de Belgique, du Royaume du Danemark, de la République Française, du Royaume de Grèce, de la République d'Irlande, de la République d'Islande, de la République Italienne, du Grand-Duché de Luxembourg, du Royaume de Norvège, du Royaume des Pays-Bas, de la République Portugaise, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la Suède, de la Confédération Suisse et de la République Turque; et le Commandant de la Zone Anglo-Américaine du Territoire Libre de Trieste;

Signataires de l'Accord sur l'Etablissement d'une Union Européenne de Paiements (appelé ci-dessous l'„Accord”), signé le 19 septembre 1950, et du Protocole d'Application Provisoire de l'Accord, signé le même jour, lequel dispose dans son paragraphe 1 que l'Accord est appliqué à titre provisoire comme s'il avait produit ses effets à compter du 1er juillet 1950;

Signataires du Protocole Additionnel No. 2 portant amendement à l'Accord, signé le 4 août 1951;

Signataires du Protocole Additionnel No. 3 portant amendement à l'Accord, signé le 11 juillet 1952;

Convenus de signer un Protocole Additionnel No. 4 qui prévoit certains amendements à l'Accord;

Désirant donner effet immédiat aux dispositions dudit Protocole Additionnel;

Considérant la Recommandation en date du 19 juin 1953, par laquelle le Conseil de l'Organisation Européenne de Coopération Économique a approuvé le texte du présent Protocole Additionnel et l'a recommandé à la signature des Membres de l'Organisation;

Sont convenus de ce qui suit:

Article 1

Le paragraphe *f bis* nouveau ci-dessous est ajouté après le paragraphe *f* de l'article 4 de l'Accord:

„*f bis*. Chaque Partie Contractante s'engage à autoriser sans délai les transferts de devises nécessaires pour l'exécution, aux échéances, des transactions régulièrement autorisées.”

**Supplementary Protocol No. 4 amending the Agreement for the
Establishment of a European Payments Union
of 19th September 1950**

The Governments of the Federal Republic of Germany, the Republic of Austria, the Kingdom of Belgium, the Kingdom of Denmark, the French Republic, the Kingdom of Greece, the Republic of Ireland, the Republic of Iceland, the Italian Republic, the Grand Duchy of Luxemburg, the Kingdom of Norway, the Kingdom of the Netherlands, the Portuguese Republic, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, Sweden, the Swiss Confederation, the Turkish Republic; and the Commander of the British-United States Zone of the Free Territory of Trieste;

Being the Signatories of the Agreement for the Establishment of a European Payments Union (hereinafter referred to as the "Agreement"), signed on 19th September, 1950, and of the Protocol of Provisional Application of the Agreement, signed on the same date, in accordance with paragraph 1 of which Protocol the provisions of the Agreement are being provisionally applied as if it had been effective as from 1st July, 1950;

Being the Signatories of Supplementary Protocol No. 2 amending the Agreement, signed on 4th August, 1951;

Being the Signatories of Supplementary Protocol No. 3 amending the Agreement, signed on 11th July, 1952;

Having agreed to sign a Supplementary Protocol No. 4 which provides for certain amendments to the Agreement;

Being desirous of giving immediate effect to the provisions of the said Supplementary Protocol; and

Having regard to the adoption on 19th June, 1953, by the Council of the Organisation for European Economic Co-operation of a Recommendation approving the text of the present Supplementary Protocol and recommending it to the Members of that Organisation for signature;

Have agreed as follows:

Article 1

A new paragraph (*f*)*bis* shall be added in Article 4 of the Agreement after paragraph (*f*) of the said Article, which shall read as follows:

"(*f*)*bis*. Each Contracting Party shall authorise without delay transfers of currency required for the settlement of duly authorised transactions on the dates on which the payments fall due."

Article 2

La première phrase du paragraphe *b* de l'article 19 de l'Accord est modifiée comme suit:

„Les décisions prises par le Conseil en vertu du présent Accord, sous réserve des dispositions des paragraphes *c* et *d* du présent article et de l'article 35ter, sont prises par accord mutuel de toutes les Parties Contractantes, à l'exception des Parties Contractantes qui sont absentes ou s'abstiennent.”

Article 3

La deuxième phrase du paragraphe *a* de l'article 20 de l'Accord est modifiée comme suit:

„Tout membre nommé sur la présentation d'une Partie Contractante à l'égard de laquelle le présent Accord prend fin en vertu des articles 34 ou 35ter ci-dessous cesse, de ce fait, d'être membre du Comité de Direction.”

Article 4

L'article 35ter nouveau ci-dessous est ajouté après l'article 35bis de l'Accord:

„Article 35ter

Nouvelle prorogation de l'article 11

a. L'Organisation procédera au plus tard le 31 mars 1954 à un examen général du fonctionnement du présent Accord afin de décider, en consultation avec le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, des conditions dans lesquelles l'article 11 ci-dessus pourra être prorogé à compter du 1er juillet 1954.

b. Le présent Accord prendra fin au 30 juin 1954 en ce qui concerne toute Partie Contractante qui ne participerait pas à la décision de l'Organisation prévue au paragraphe *a* du présent article et le paragraphe *e* de l'article 34 ci-dessus s'appliquera à ladite Partie Contractante.

c. Les autres Parties Contractantes maintiendront en vigueur entre elles l'article 11 aux conditions qu'elles détermineront, sous réserve des dispositions du paragraphe *b* de l'article 36 ci-dessous.”

Article 5

Le paragraphe *b* de l'article 36 de l'Accord est modifié comme suit:

„*b.* Sauf décision contraire de l'Organisation, le présent Accord prendra fin, après le 30 juin 1952, si la somme des quotas des Parties Contractantes devient inférieure à 50 pour cent du total des quotas;

Article 2

The first sentence of paragraph (b) of Article 19 of the Agreement shall be amended and shall read as follows:

“Subject to the provisions of paragraphs (c) and (d) of the present Article and of Article 35ter, decisions of the Council under the present Agreement shall be taken by mutual agreement of all Contracting Parties, except those which are absent or abstain.”

Article 3

The second sentence of paragraph (a) of Article 20 of the Agreement shall be amended and shall read as follows:

“Any member appointed upon the nomination of a Contracting Party in respect of which the present Agreement terminates under Article 34 or 35ter shall thereupon cease to be a member of the Board.”

Article 4

A new Article 35ter shall be added to the Agreement after Article 35bis, which shall read as follows:

“Article 35ter

Further Extension of the Operation of Article 11

(a) Not later than 31st March, 1954, the Organisation shall carry out a comprehensive review of the operation of the present Agreement in order to decide, in consultation with the Government of the United States of America, on the conditions on which Article 11 may remain in force as from 1st July, 1954.

(b) The present Agreement shall terminate on 30th June, 1954, with regard to any Contracting Party which does not take part in the decision taken by the Organisation by virtue of paragraph (a) of the present Article, and paragraph (e) of Article 34 shall then apply to that Contracting Party.

(c) Article 11 shall, subject to the provisions of paragraph (b) of Article 36, remain in force between the other Contracting Parties on conditions which they shall determine.”

Article 5

Paragraph (b) of Article 36 of the Agreement shall be amended and shall read as follows:

“(b) Unless the Organisation decides otherwise, the present Agreement shall terminate at any time after 30th June, 1952, if the quotas of the Contracting Parties should amount, in aggregate, to

pour l'application du présent paragraphe, les quotas sont les montants initialement fixés au Tableau III ci-dessus."

Article 6

Le paragraphe 1 de la Section I de l'Annexe B à l'Accord est modifié comme suit:

„1. Dans le cas où le présent Accord prend fin en ce qui concerne une Partie Contractante en vertu des articles 34 ou 35^{ter} du présent Accord, les droits et obligations de ladite Partie Contractante sont fixés conformément aux dispositions ci-dessous, sous réserve de décisions qui pourraient être prises par l'Organisation, en accord avec le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, pour des prêts consentis dans des circonstances spéciales en vertu de l'article 13 du présent Accord."

Article 7

1. Les articles 1 à 6 du présent Protocole Additionnel font partie intégrante de l'Accord.

2. Le présent Protocole Additionnel sera ratifié. Il entrera en vigueur lors de l'entrée en vigueur de l'Accord ou, si le présent Protocole Additionnel n'est pas ratifié par tous les Signataires à cette date, dès le dépôt des instruments de ratification par tous les Signataires.

3. Le présent Protocole Additionnel demeurera en vigueur jusqu'à la terminaison de l'Accord; les dispositions des articles 34, 35^{ter} et 36 de l'Accord s'appliquent au présent Protocole Additionnel dans les mêmes conditions qu'à l'Accord.

Article 8

Nonobstant les dispositions du paragraphe 2 de l'article 7 ci-dessus, les Parties au présent Protocole Additionnel appliqueront ses dispositions avec effet à compter du 1er juillet 1953.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires soussignés, dûment habilités, ont apposé leurs signatures au bas du présent Protocole Additionnel.

Fait à Paris, le trente juin mil neuf cent cinquante-trois, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation Européenne de Coopération Economique qui en communiquera une copie certifiée conforme à tous les Signataires du présent Protocole Additionnel.

less than 50 per cent. of the total amount of quotas. For the purpose of this paragraph, the quotas shall be the amounts initially fixed in Table III."

Article 6

Paragraph 1 of Section I of Annex B to the Agreement shall be amended and shall read as follows:

"1. When the present Agreement terminates with regard to any Contracting Party under Article 34 or 35^{ter} thereof, the rights and obligations of that Contracting Party shall be determined in accordance with the following provisions, subject, however, to any decision which the Organisation may take in agreement with the Government of the United States of America concerning credits granted in special circumstances by virtue of Article 13 of the present Agreement."

Article 7

1. Articles 1 to 6 of the present Supplementary Protocol shall form an integral part of the Agreement.

2. The present Supplementary Protocol shall be ratified. It shall come into force as soon as the Agreement comes into force or, if the present Supplementary Protocol has not been ratified by all the Signatories by that date, it shall come into force upon the deposit of the instruments of ratification by all Signatories.

3. The present Supplementary Protocol shall remain in force until the termination of the Agreement, provided that Articles 34, 35^{ter} and 36 of the Agreement shall apply in relation to the present Supplementary Protocol as they apply to the Agreement.

Article 8

Notwithstanding the provisions of paragraph 2 of Article 7, the Parties to the present Supplementary Protocol shall apply its provisions with effect as from 1st July, 1953.

In witness whereof the undersigned Plenipotentiaries, duly empowered, have signed the present Supplementary Protocol.

Done in Paris, this thirtieth day of June, Nineteen Hundred and Fifty-Three, in the English and French languages, both texts being equally authentic, in a single copy which shall remain deposited with the Secretary-General of the Organisation for European Economic Co-operation, by whom certified copies will be communicated to all the Signatories of the present Supplementary Protocol.

Pour la République Fédérale d'Allemagne:
For the Federal Republic of Germany:

(s.) KARL WERKMEISTER.

Pour la République d'Autriche:
For the Republic of Austria:

(s.) HERBERT PRACK.

Pour le Royaume de Belgique:
For the Kingdom of Belgium:

(s.) R. OCKRENT.

Pour le Royaume de Danemark:
For the Kingdom of Denmark:

(s.) E. BARTELS.

Pour la République Française:
For the French Republic:

(s.) CHARPENTIER.

Pour le Royaume de Grèce:
For the Kingdom of Greece:

(s.) L. P. NICOLAIDIS.

Pour la République d'Irlande:
For the Republic of Ireland:

(s.) C. C. CREMIN.

Pour la République d'Islande:
For the Republic of Iceland:

(s.) PETUR BENEDIKTSSON.

Pour la République Italienne:
For the Italian Republic:

(s.) ATTILIO CATTANI.

Pour le Grand-Duché de Luxembourg:
For the Grand Duchy of Luxembourg:

(s.) N. HOMMEL.

Pour le Royaume de Norvège:
For the Kingdom of Norway:

(s.) ARNE SKAUG.

Pour le Royaume des Pays-Bas:
For the Kingdom of the Netherlands:

(s.) F. J. GELDERMAN.

Pour la République Portugaise:
For the Portuguese Republic:

(s.) RUY T. GUERRA.

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:
For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland:

(s.) HUGH ELLIS-REES.

Pour la Suède:
For Sweden:

(s.) ERIK von SYDOW.

Pour la Confédération Suisse:
For the Swiss Confederation:

(s.) GÉRARD BAUER.

Pour la République Turque:
For the Turkish Republic:

(s.) MEHMET ALI TINEY.

Pour la Zone Anglo-Américaine du Territoire Libre de Trieste:
For the British-United States Zone of the Free Territory of Trieste:

(s.) A. SILVI-ANTONINI.

C. VERTALING**Vierde Aanvullend Protocol tot wijziging van het Verdrag inzake oprichting ener Europese Betalings Unie van 19 September 1950**

De Regeringen van de Bondsrepubliek Duitsland, de Republiek Oostenrijk, het Koninkrijk België, het Koninkrijk Denemarken, de Franse Republiek, het Koninkrijk Griekenland, de Republiek Ierland, de Republiek IJsland, de Italiaanse Republiek, het Groothertogdom Luxemburg, het Koninkrijk Noorwegen, het Koninkrijk der Nederlanden, de Portugese Republiek, het Verenigd Koninkrijk van Groot-Britannië en Noord-Ierland, Zweden, de Zwitserse Bondsstaat en de Turkse Republiek; en de Commandant van de Brits-Amerikaanse zone van het Vrije Gebied van Triëst;

Ondertekenaars van het op 19 September 1950 ondertekende Verdrag inzake oprichting ener Europese Betalings Unie (hierna te noemen het „Verdrag”), en van het op dezelfde datum ondertekende Protocol van voorlopige toepassing van het Verdrag, hetwelk in de eerste paragraaf bepaalt, dat de bepalingen van het Verdrag voorlopig worden toegepast, alsof het met ingang van 1 Juli 1950 in werking ware getreden;

Ondertekenaars van het op 4 Augustus 1951 ondertekende Tweede Aanvullend Protocol tot wijziging van het Verdrag;

Ondertekenaars van het op 11 Juli 1952 ondertekende Derde Aanvullend Protocol tot wijziging van het Verdrag;

Overeengekomen zijnde tot ondertekening over te gaan van een Vierde Aanvullend Protocol, hetwelk voorziet in bepaalde wijzigingen van het Verdrag;

Verlangend de bepalingen van dit Aanvullend Protocol onverwijld in werking te stellen;

In aanmerking nemende de Aanbeveling van 19 Juni 1953, waarbij de Raad van de Organisatie voor Europese Economische Samenwerking de tekst van dit Aanvullend Protocol heeft goedgekeurd en dit ter ondertekening heeft aanbevolen aan de Leden van de Organisatie;

Zijn het volgende overeengekomen:

Artikel 1

Een nieuw lid *f(bis)* wordt ingevoegd in artikel 4 van het Verdrag na lid *f* van genoemd artikel, hetwelk als volgt luidt:

„*f(bis)*. Elke Verdragsluitende Partij verplicht zich onverwijld vergunning te verlenen voor de overmaking van valuta, benodigd voor de vereffening op de vervalddag van door de bevoegde autoriteiten toegelaten transacties.”

Artikel 2

De eerste zin van lid *b* van artikel 19 van het Verdrag wordt gewijzigd en gelezen als volgt:

„De beslissingen, welke door de Raad krachtens dit Verdrag worden genomen, worden behoudens de bepalingen van de leden *c* en *d* van dit artikel en van artikel 35^{ter} genomen met goedvinden van alle Verdragsluitende Partijen, uitgezonderd die, welke afwezig zijn of zich onthouden.”

Artikel 3

De tweede zin van lid *a* van artikel 20 van het Verdrag wordt gewijzigd en gelezen als volgt:

„Enig lid, benoemd op voordracht van een Verdragsluitende Partij, ten aanzien van welke dit Verdrag krachtens artikel 34 of 35^{ter} eindigt, houdt dientengevolge op lid te zijn van de Commissie van Bestuur.”

Artikel 4

Een nieuw artikel 35^{ter} wordt ingevoegd in het Verdrag na artikel 35^{bis}, hetwelk luidt als volgt:

„Artikel 35^{ter}*Verdere verlenging van de werking van artikel 11*

a. De Organisatie zal niet later dan 31 Maart 1954 een algemeen onderzoek instellen naar de werking van dit Verdrag, teneinde in overleg met de Regering van de Verenigde Staten van Amerika de voorwaarden vast te stellen waaronder artikel 11 van kracht kan blijven na 1 Juli 1954.

b. Dit Verdrag eindigt op 30 Juni 1954 ten opzichte van elke Verdragsluitende Partij, welke niet heeft deelgenomen in de beslissing van de Organisatie, bedoeld in lid *a* van dit artikel, in welk geval lid *e* van artikel 34 van toepassing zal zijn op die Verdragsluitende Partij.

c. Artikel 11 zal, behoudens de bepalingen van lid *b* van artikel 36, van kracht blijven tussen de andere Verdragsluitende Partijen onder de voorwaarden, welke zij zullen vaststellen.”

Artikel 5

Lid *b* van artikel 36 van het Verdrag wordt gewijzigd en gelezen als volgt:

„*b.* Tenzij de Organisatie anders beslist, zal dit Verdrag na 30 Juni 1952 eindigen, indien de quota van de Verdragsluitende Partijen in totaal minder zouden bedragen dan 50 % van het totaal bedrag der quota. Voor de toepassing van dit lid gelden als quota de bedragen welke oorspronkelijk werden vastgesteld in Tabel III”.

Artikel 6

Paragraaf 1 van Deel I van Bijlage B van het Verdrag wordt gewijzigd en gelezen als volgt:

„1. Indien dit Verdrag ten aanzien van een Verdragsluitende Partij eindigt krachtens artikel 34 of 35^{ter}, worden de rechten en verplichtingen van die Verdragsluitende Partij vastgesteld overeenkomstig de volgende bepalingen, behoudens beslissingen, welke de Organisatie in overeenstemming met de Regering van de Verenigde Staten van Amerika kan nemen inzake credieten in bijzondere omstandigheden verleend krachtens artikel 13 van dit Verdrag.”

Artikel 7

1. De artikelen 1 tot en met 6 van dit Aanvullend Protocol vormen een integrerend deel van het Verdrag.

2. Dit Aanvullend Protocol zal worden bekrachtigd. Het zal in werking treden, zodra het Verdrag in werking treedt, of, indien dit Aanvullend Protocol op die datum nog niet door alle ondertekenaars is bekrachtigd, na de nederlegging van de akten van bekrachtiging door alle ondertekenaars.

3. Dit Aanvullend Protocol blijft van kracht tot aan de beëindiging van het Verdrag met dien verstande, dat de bepalingen van de artikelen 34, 35^{ter} en 36 van het Verdrag gelijke toepassing vinden op dit Aanvullend Protocol als op het Verdrag.

Artikel 8

Onverminderd de bepalingen van lid 2 van artikel 7 zullen de Partijen bij dit Aanvullend Protocol de bepalingen daarvan met ingang van 1 Juli 1953 toepassen.

Ten blijke waarvan de ondergetekende Gevolmachtigden, daartoe behoorlijk gemachtigd, dit Aanvullend Protocol hebben ondertekend.

Gedaan te Parijs, de dertigste Juni negentienhonderd drie en vijftig in de Engelse en in de Franse taal, zijnde beide teksten gelijkelijk authentiek, in een enkel exemplaar, dat nedergelegd zal worden bij de Secretaris-Generaal van de Organisatie voor Europese Economische Samenwerking, die een voor eensluidend gewaarmerkt afschrift hiervan zal zenden aan alle ondertekenaars van dit Aanvullend Protocol.

D. GOEDKEURING

Het Protocol behoeft de goedkeuring van de Staten-Generaal ingevolge artikel 60, lid 2, van de Grondwet, alvorens te kunnen worden bekrachtigd.

E. BEKRACHTIGING

Bekrachtiging van het Protocol is voorzien in artikel 7, lid 2.

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van het Protocol zullen ingevolge artikel 7, lid 2, in werking treden nadat het Protocol door alle Staten is bekrachtigd, doch niet vóór de inwerkingtreding van het Verdrag inzake oprichting ener Europese Betalings Unie. Het Protocol heeft op grond van artikel 7, lid 3, dezelfde werkingsduur als genoemd Verdrag.

De bepalingen van het Protocol worden ingevolge artikel 8 voorlopig toegepast met ingang van 1 Juli 1953.

J. GEGEVENS

De tekst van het op 19 September 1950 te Parijs gesloten Verdrag inzake oprichting ener Europese Betalings Unie, zoals die tekst is gewijzigd en aangevuld tot op 1 April 1953, is in *Trbl.* 1953 No. 40 geplaatst.

De Organisatie voor Europese Economische Samenwerking, waarnaar in de preambule en elders in het onderhavige Protocol wordt verwezen, is opgericht bij het Verdrag van Parijs van 16 April 1948 nopens Europese Economische Samenwerking (*Stb.* No. I 484).

Uitgegeven de eerste October 1953.

De Minister van Buitenlandse Zaken,
J. W. BEYEN.